

Mise en œuvre du plan de développement de l'ACF – état de situation

acf_fgv

association des communes fribourgeoises
freiburger gemeindeverband

Développement de l'ACF depuis 2021

acf-fgv

association des communes fribourgeoises
freiburger gemeindeverband

2021

Actions pour stimuler les candidatures aux élections communales

Elaboration d'outils de gouvernance pour soutenir les élus

Développement du programme des cours d'introduction

Comité cantonal 2021-2026 -> plan de législature -> 5 projets stratégiques

Introduction d'outils de gestion (teams, wedo)

Recrutement pour le poste de chef.fe de projet

(Gestion de la crise sanitaire et des intempéries)

2022

Démarrage des projets stratégiques

Club des communes 2022-2027 (74 Députés.ées) et nouveau comité - interventions intensifiées

Recrutement pour le poste de collaborateur.trice administratif.ve

Révision du règlement-type du personnel communal et développement d'outils pour les responsables RH

Intensification des conseils aux communes

Systématisation de rencontres trisannuelles avec les associations de personnel communal

(Gestion de la crise migratoire et de la crise énergétique)

2023

Ouverture des locaux

Recrutement du chef de programme

Prise en charge de la gestion de programme DIGI-FR

Processus participatifs avec les élus (LCo) et avec le personnel communal (DIGI-FR)

Webinaires (énergie, DIGI-FR)

Newsletters régulières (4x)

Développement d'un programme général de formation pour les élus et le personnel

Inventaire en vue de créer la base de connaissances

Equipe au complet -> gestion en dynamique









20 ans
Club des
Communes

 Assemblée
Générale 2020

Mise en oeuvre progressive du plan de développement selon la décision de l'assemblée générale

Évolutions de l'ACF

	Aujourd'hui	D'ici 3 ans	
Action politique	Active / Réactive	Proactive avec veille législative	
Communication	Information fréquente	Communication systématique de référence	
Conseil et formation	Conseils généraux et formations sur principaux domaines	Conseils spécialisés, formations et services en ligne	
Échange	Commissions spécialisées	Plateforme d'échanges interdisciplinaires	
Projets d'envergure	La participation aux projets limite la capacité de l'ACF pour le reste de ses activités	Ressources dédiées (chef de projet)	
Ressources	Une seule ressource-clé	Équipe opérationnelle en place	



Etat d'avancement du plan de développement ACF-FGV

Stratégie ACF législature 2021-2026: les 5 thèmes phares

Stratégie ACF législature 2021-2026:

Plus d'autonomie communale au cœur des 5 thèmes-phares

Révision Loi sur les communes



- Processus participatif: Atelier en juin réunissant toutes les autorités communales + large sondage en septembre
- 4 groupes thématiques: organes de la communes, administration, collaborations intercommunales, voies de droit – 86 thèmes traités de manière transversale
- But central: plus d'autonomie communale

Prochaines étapes:

Approfondissement de certains points - Rédaction de la loi et du message V1

DETTEC



- Votation populaire du 12.11.2023
- Non: 56,22%
- Oui: 43,78%

Prochaines étapes:

Liquidé

Péréquation financière inter- communale



- Réponse au mandat Fattebert/Bürdel largement accepté par le Grand Conseil en juin
- Travaux de réévaluation à mettre en route par la DIAF
- Focus sur la péréquation verticale (participation de l'Etat)

Prochaine étape: Travaux en commission législative.

Découplage impôts communes/ Etat



- Les systèmes cantonaux sont semblables à celui de notre canton
- Ne pas créer un système fiscal par commune
- Délai de mise en œuvre des baisses fiscales
- Compensation temporaire des baisses fiscales

Prochaine étape:

Analyse avec la DFIN des potentiels de limitation des effets sur les communes des décisions cantonales.

DIGI-FR

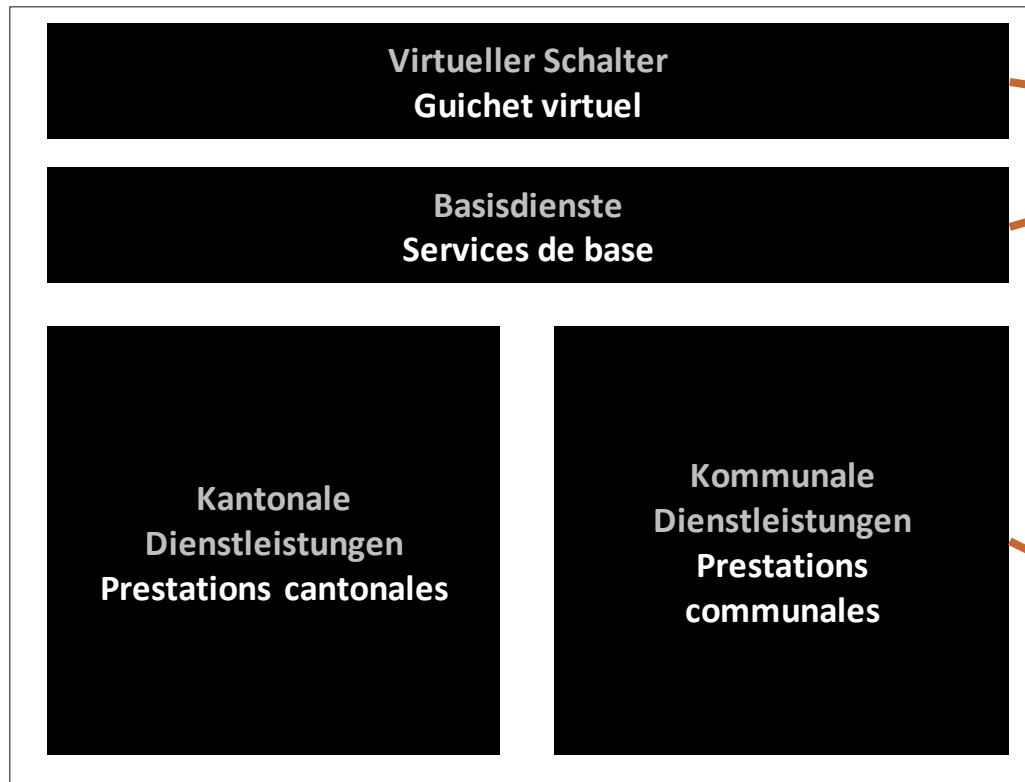


Prochaines étapes:

- Mise à disposition des prestations du contrôle des habitants pour toutes les communes
- Mise en œuvre de la feuille de route validée par le comité stratégique
- Développement de prestations liées aux "autorisations"
- Analyse de prestations de réservation de salles et d'objets



Gagner en autonomie communale



- Vom Staat Freiburg zur Verfügung gestellt
- Entwicklung unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Gemeinden
- Mis à disposition par l'Etat de Fribourg
- Développements tenant compte des besoins des communes

- Entwicklungen für und durch die Gemeinden
- Roadmap auf der Grundlage von Rückmeldungen aus der Praxis
- Kofinanzierung 2023-26: Gemeinden / Staat Freiburg und Partnerbeiträge
- Développements pour et par les communes
- Feuille de route établie sur la base des remontées terrain
- Co-financement 2023-2026 :
Communes / Etat de Fribourg et contributions partenaires

Januar 2023

Janvier 2023

11 zusätzliche Pilotgemeinden
11 communes pilotes
supplémentaires



Anmeldung aller Gemeinden im
Virtueller Schalter
Inscriptions de toutes les communes
sur le guichet virtuel



In Bearbeitung – En cours

Einwohnerkontrolle in allen Gemeinden
Contrôle des habitants dans toutes les communes

Workshops mit
Gemeindegadern
Ateliers avec les cadres
communaux



Revision der Roadmap
Révision de la feuille de
route



Online-Anmeldung und selbstständige Konfiguration der
Leistungen der Einwohnerkontrolle
Inscriptions en ligne et paramétrage autonome des
prestations de contrôle des habitants

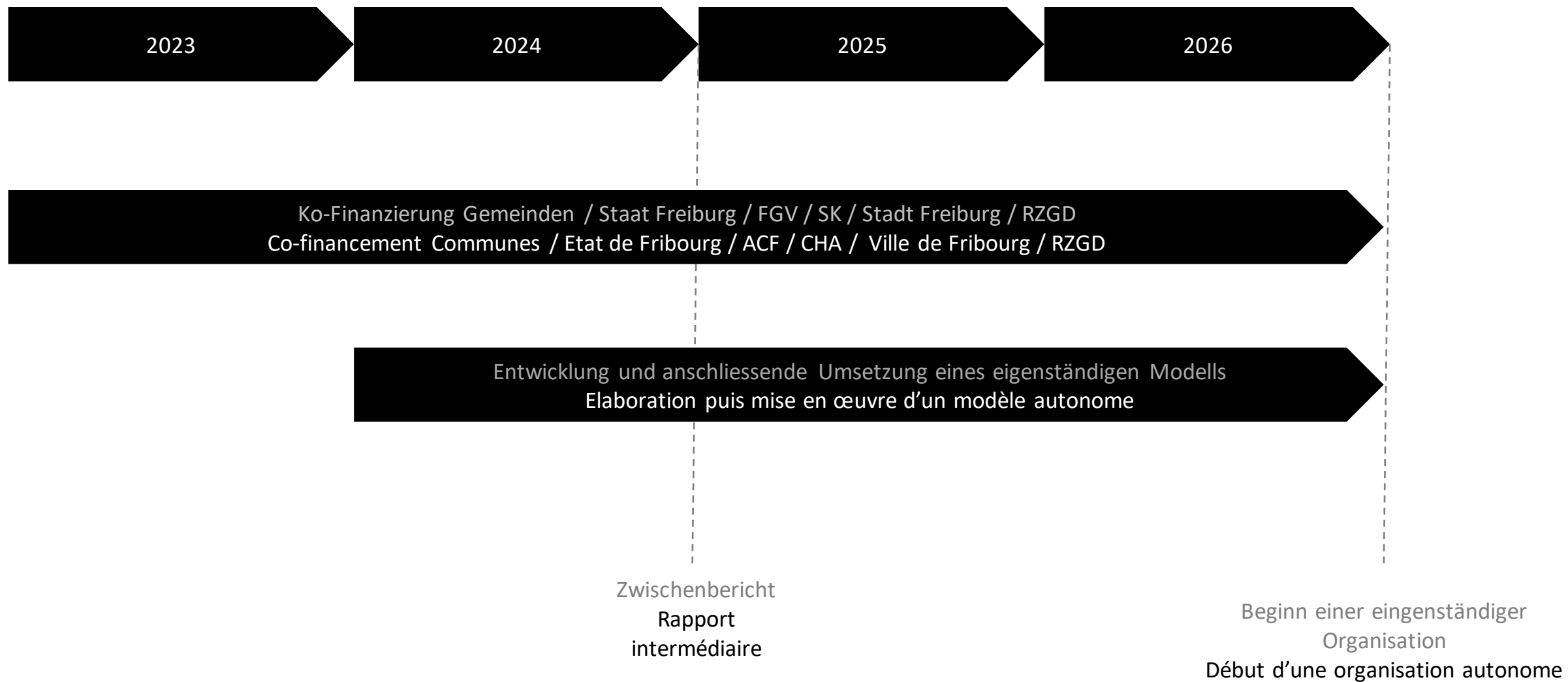


In Bearbeitung – En cours

Analyse und Entwicklung der Leistungen «Bewilligung»
Analyse et développement prestations «autorisation»

Eintritt in die operative
Phase
Entrée en
phase opérationnelle

Nächste Entwicklungen gemäss Roadmap
Développements suivants selon feuille de route



Les thèmes actuels des communes fribourgeoises au niveau stratégique et opérationnel

acf_fgv

association des communes fribourgeoises
freiburger gemeindeverband

Les thèmes actuels des communes fribourgeoises



Niveau stratégique

Thèmes à amener proactivement

- Péréquation intercommunale
- Révision LCo - Gouvernance régionale et processus participatif
- Renforcement de l'autonomie communale
- Durée des procédures d'aménagement et de construction
- Lien entre services de curatelles et justices de paix
- Evaluation loi sur les finances communales

En discussion/consultation

- Gouvernance de la SAIDF
- 1^{er} paquet DETTEC
- Loi sur la géoinformation
- Stratégie d'éducation numérique
- Transports scolaires et sécurité
- Urgences hospitalières
- LASoc / PC Familles
- LATeC compétences lég./exécutif
- Loi sur la protection de la population

Suivi de la mise en œuvre

- Réforme fiscale
- MCH2 – instruments d'application
- Plans directeurs cantonal/régionaux
- Espaces réservés aux eaux
- Loi sur la mobilité
- Loi sur la défense incendie et les secours
- Loi sur la plus-value
- DIGI-FR



Niveau opérationnel

Thèmes à amener proactivement

- Outils de gestion du personnel communal
- FAQ/Bibliothèque du savoir communal
- Activité de réseautage entre les élus
- Webinaires / plateforme d'échanges / Tour des communes
- Formation des élus et du personnel
- Projets avec les associations faîtières de personnel communal
- DIGI-FR organisation future
- Club des Communes du Grand Conseil

En discussion/consultation

- Site internet – newsletters – base de connaissance
- Consultations en cours
- Animation de réseaux
- Programme de formation général
- Conseils aux communes
- Nouvelles prestations DIGI-FR
- Enquêtes rétribution des élus et couverture sociale, et personnel
- Archives - GED

Suivi de la mise en œuvre

- Décisions et lois du Grand Conseil
- Gouvernance communale
- Mentoring communal
- Accompagnement de fusions
- Formations pour les nouveaux élus
- Cadastre RDPPF
- Plan climat
- Place sinistrée – événements majeurs
- Loi sur la protection des données
- Statut S

Les thèmes actuels des communes fribourgeoises au niveau stratégique et opérationnel

acf_fgv

association des communes fribourgeoises
freiburger gemeindeverband

Focus sur quelques thèmes traités ou en cours à l'ACF

Stratégie d'éducation numérique

- En traitement par la Commission parlementaire ad hoc
- Entrée en matière en renvoyant le projet au Conseil d'Etat avec des propositions d'adaptation
- L'ACF demande à ce que les ordinateurs et tablettes soient considérées comme moyen d'enseignement, également au niveau primaire = à charge de l'Etat

*Au printemps au
Grand Conseil*

Transports scolaires – Accompagnement adapté

- Modification de l'art. 16. al.1 RLS par le Conseil d'Etat (sans consultation)
- Intervention de l'ACF auprès de la DIME – séance à mi-décembre avec les mesures suivantes: le SMO prend contact avec les 20 communes / cercles scolaires concernés, exemples développés dans le memorandum des transports scolaires mis à jour – publié au plus tard en mars, report de l'entrée en vigueur de cette disposition à la rentrée scolaire 2024

*Contact par le SMO,
propositions et
exemples en février-
mars 2024*

Loi sur l'aide sociale (LASoc) et les prestations complémentaires familles (PCFam)

- En traitement dans 2 commissions parlementaires distinctes, lors de 2 sessions différentes, malgré l'intérêt de garantir la cohérence entre les 2 lois pour assurer l'efficacité du soutien des personnes et familles qui en ont besoin
- Suivi par le Club des communes du Grand Conseil

*Au printemps au
Grand Conseil*

Loi sur la protection des données

- Cours du 09.11.2023 à disposition sur intranet
- Courriel de l'ACF du 20.11.2023 regroupant les documents déjà élaborés par l'ATPrDM
- Modèle de registre des activités en cours d'élaboration par l'ATPrDM, sur demande de l'ACF /avec l'intérêt de disposer d'une procédure de traitement des domaines et des données / Délai de 2 ans pour la mise en œuvre
- Atelier d'échange organisé par l'ACF en collaboration avec l'ATPrDM en automne 2024

[document et vidéo](#)

Focus sur quelques thèmes traités ou en cours à l'ACF

Règlement-type sur les subventions communales

- Elaboration d'un règlement-type sur les subventions communales
- Sera à disposition des communes intéressées

Au printemps

Règlement-type relatif à la taxe sur la plus-value

- Coordination du règlement-type et du rapport explicatif avec la DIME (voir mail du SeCA du 19.12.2023)
- Droit transitoire: procédure de recouvrement de la part communale pour les communes qui se dotent d'un règlement communal jusqu'au 01.01.2026 -> art. 113a de l'Ordonnance du 12.12.2023 modifiant le RELATeC (RSF 710.11)

Entrée en vigueur au 01.01.2024

Suppression Permis S

- Prolongation du régime par la Confédération jusqu'en mars 2025
- Intervention de l'ACF pour adapter l'ordonnance relative à la population légale sur la base des solutions en vigueur pour les gens du voyage ou les personnes en détention pour les communes concernées
- Soit exclusion du nombre de personnes en possession du permis S dans la population légale pour préserver les quotients de répartition financière

Détermination du Conseil d'Etat au printemps

Archivage

- L'ACF a mis en place une rencontre régulière avec les associations de secrétaires et caissiers pour échanger sur les mesures de soutien pour les administrations
- Le concept de classement et d'archivage développé en collaboration entre l'ACF, RZGD, le SCom et les AEF, basé sur MCH2, va être mis à jour pour davantage de fonctionnalités

2024

Focus sur quelques thèmes traités ou en cours à l'ACF

FriPers

- Demande en cours déposée par l'ACF pour permettre aux administrations communales d'accéder à l'historique des données, d'une part, et à l'institution d'une curatelle, d'autre part.
- Coordination avec des préposées au contrôle des habitants. Données nécessaires pour remplir les tâches communales.

Déposée en décembre auprès de l'ATPrDM

Rétributions des élus communaux / Rétributions du personnel communal

- Demandes régulières concernant ces données
- Intégration des aspects de couverture sociale -> mesure de soutien pour le caractère de milice et pour favoriser l'engagement des jeunes
- Informations dans le cadre de la LCo - adaptations éventuelles du règlement-type d'organisation du Conseil communal
- Résultats fin du 1^{er} semestre 2024 – en vue du processus budgétaire

Dès janvier / résultats fin du 1^{er} semestre 2024

Formations élus et spécialistes communaux

- Intelligence artificielle -> 09.02.2024
- Permis de construire -> 21, 22 et 28.02.2024 (à choix)
- Atelier participatif sur le développement durable -> 14.03.2024
- Workshop « Sur les chemins de l'école » -> 24.05.2024

Invitations vont suivre

Consultations en cours

- Loi sur la police -> procédure de consultation en cours jusqu'au 31.01.2024

Prise de position publiée à fin 2023



Club des Communes du Grand Conseil sessions d'automne

Loi modifiant la loi sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers

Mise en œuvre d'une motion favorisant la propriété par les jeunes pour leur premier logement

Craintes exprimées par le Club des communes:

La perte fiscale estimée dans le rapport explicatif se monte à CHF 5 millions autant pour les communes que pour l'Etat. Bien qu'il s'agisse de considérations politiques, le Club des communes a relevé les énormes efforts qui devront être consentis par les communes. Les exonérations ne doivent pas entraîner des hausses d'impôts, sinon la mesure est contreproductive et un non-sens.

Prochaine étape: mise en œuvre de la loi

Suppression des restrictions fribourgeoises concernant les limites aux cours d'eau

Acceptation de la motion Gaillard / Freiburghaus

La motion vise à se défaire des restrictions cantonales qui alourdissent les contraintes élevées de la Confédération concernant les espaces réservés aux eaux. Elle permettra à de nombreuses communes de pouvoir débloquer les situations qu'elles ont à traiter avec le canton pour appliquer ces contraintes fédérales.

Compte tenu des discussions qui sont sur la table des Conseils communaux, il a été demandé au Conseil d'Etat que la modification de l'art. 25 al.3 LCEaux (suppression de la distance des 4m.) soit concrétisée sans tarder et que la solution soit intégrée dans les discussions en cours

Prochaine étape: modification art. 25 al.3 LCEaux et détermination de la date d'entrée en vigueur.

Introduction de la signature électronique dans le processus d'autorisation de permis de construire

Mandat accepté par le Grand Conseil.

Il est prévu qu'elle soit mise en œuvre lors de la prochaine révision de la LATeC, une fois que les questions de sécurité électronique auxquelles la proposition se confronte seront réglées.

Prochaine étape: modification de la LATeC.

Club des Communes du Grand Conseil sessions d'automne

Loi sur les impôts cantonaux directs 2024: Révision

Création des bases légales nécessaires pour le Service cantonal des contributions pour la mise en œuvre d'un registre fiscal des immeubles.

Motion Gaillard acceptée: Adaptation du montant de l'aide aux proches aidants passant de CHF 30 à 35.- (pour les cas les plus lourds). Cette mesure permet souvent de trouver des solutions nécessaires avant une entrée en EMS qui est beaucoup plus contraignante pour la personne et coûteuse pour la collectivité publique.

Mise en œuvre: inscription du montant dans les budgets 2024.

Décret concernant la prise en charge, dans le cadre des mesures financières COVID-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile

Acceptation du décret. Le montant absorbe les surcoûts extraordinaires engendrés par la gestion de la crise sanitaire dans les EMS et les services d'aide et de soins à domicile.

Mise en œuvre: montant de CHF 6'825'663 accordés par l'Etat aux EMS et services d'aide et de soins à domicile / Réseaux de santé.

Loi sur la géoinformation

Nouvelle loi réunissant la loi sur la mensuration officielle et la loi sur la géoinformation.

Gagne en clarté et installe un outil légal plus concis en intégrant la complexité des nouveaux défis digitaux. Les communes restent comme actuellement compétentes en ce qui concerne leurs géodonnées et en garantissent leur exactitude.

Entrée en vigueur: 01.03.2024.

Club des Communes du Grand Conseil sessions d'automne

Modifications du plan directeur cantonal

De compétence du Conseil d'Etat qui doit informer le Grand Conseil de toute modification majeure.

Première modification depuis l'entrée en vigueur du plan directeur cantonal pour intégrer les paysages d'importance cantonale (PIC) ainsi que la thématique des géotopes. L'ACF avait revendiqué une consultation préalable étroite avec les communes et régions concernées, laquelle a eu lieu.

Prochaine étape: Clarifications demandées par le Club des communes pour le suivi et l'inscription des fiches de projet. Méthodologie et système de financement en cours d'élaboration auprès de la DIAF. Informations au Grand Conseil en principe lors de la session de février.

Pour une limitation de vitesse de 50 km/h minimum garantie sur les routes cantonales

Acceptation de la motion. Le canton est, soit, compétent en matière de routes cantonales, mais ce sont les communes qui sont compétentes en matière d'urbanisme et qui sont donc également responsables d'une grande partie de la sécurité publique.

Mise en œuvre: demande du Club des communes de respecter le principe de subsidiarité et la cohérence des décisions.